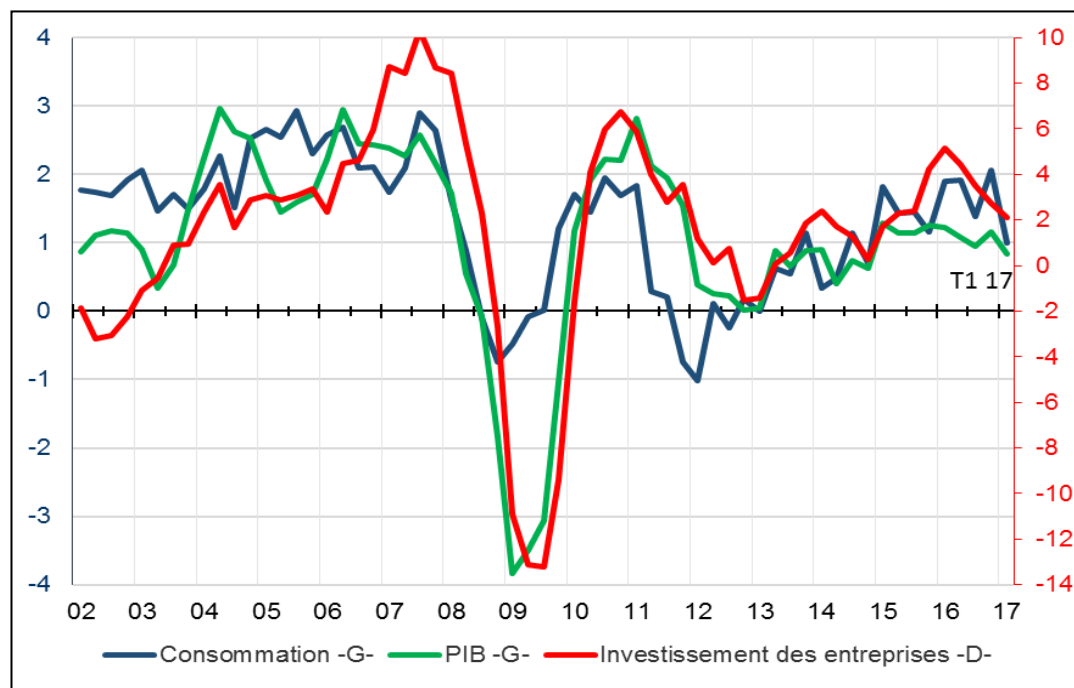


Croissance : La France reste à la traîne de l'Allemagne et de la zone euro.

Comme nous l'annoncions la semaine dernière dans nos prévisions hebdomadaires, la croissance française a bien nettement ralenti au premier trimestre 2017.

Ainsi, après avoir augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre 2016, le PIB français n'a progressé que de 0,3 % au premier trimestre 2017, soit deux fois moins qu'il y a un an. Son glissement annuel passe ainsi de 1,2 % à 0,8 %, un plus bas depuis le quatrième trimestre 2014.

France : une bien piètre croissance.



Sources : INSEE, ACDEFI

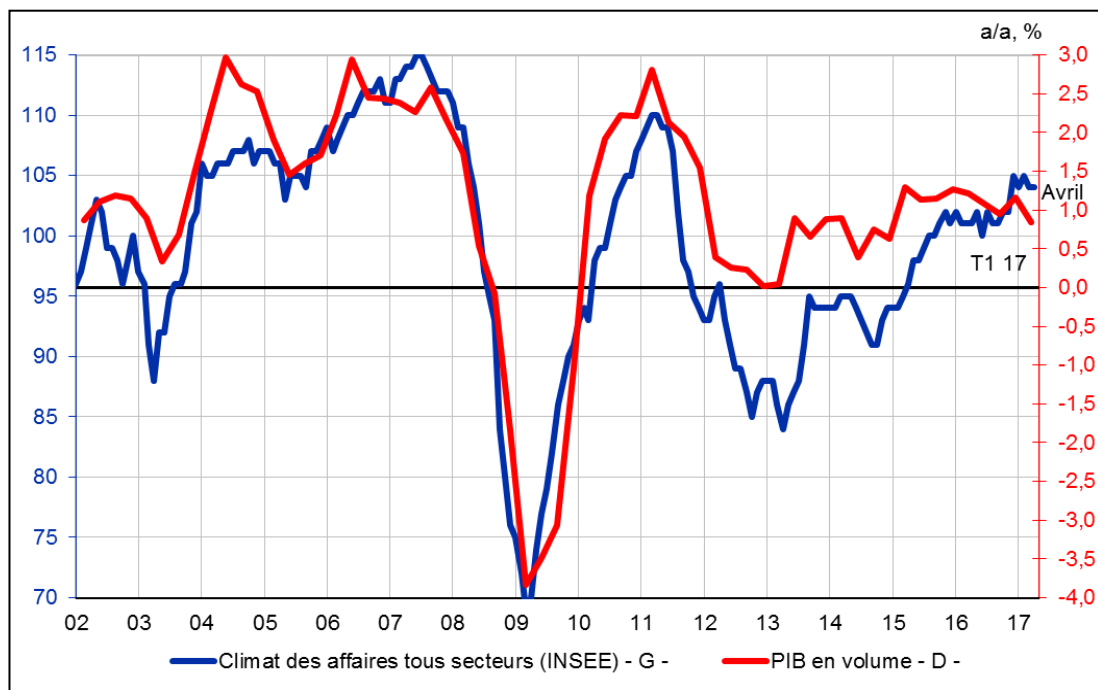
Le détail des comptes nationaux du premier trimestre n'est guère plus réjouissant. Certes, l'investissement des entreprises non-financières a augmenté de 1,3 %. Cependant, son glissement annuel est tombé à 2,1 %, contre 2,8 % au trimestre précédent et 5,1 % au premier trimestre 2016. La reprise de l'investissement est donc déjà en train de s'essouffler.

Mais ce n'est pas tout, puisqu'une fois encore, la variation du PIB français a été gonflée par une formation de stocks extravagante. Cette dernière a effectivement contribué à hauteur de 0,6 point à la progression du PIB. Cela signifie qu'hors stocks, la richesse française a reculé de 0,3 % au premier trimestre 2017. A l'évidence, ça calme...

En outre, après un rebond appréciable au quatrième trimestre 2016, les exportations ont chuté de 0,7 % au premier trimestre 2017. Et ce, alors que le commerce mondial a été dynamique et que l'euro est resté faible. C'est dire ce qui arriverait à nos exportations si, par malheur, une vague de protectionnisme international s'installait...

Sans attendre ce funeste scénario (qui, espérons-le, n'aura jamais lieu), l'indice INSEE du climat des affaires a encore stagné en avril.

La France « condamnée » à la mollesse économique.

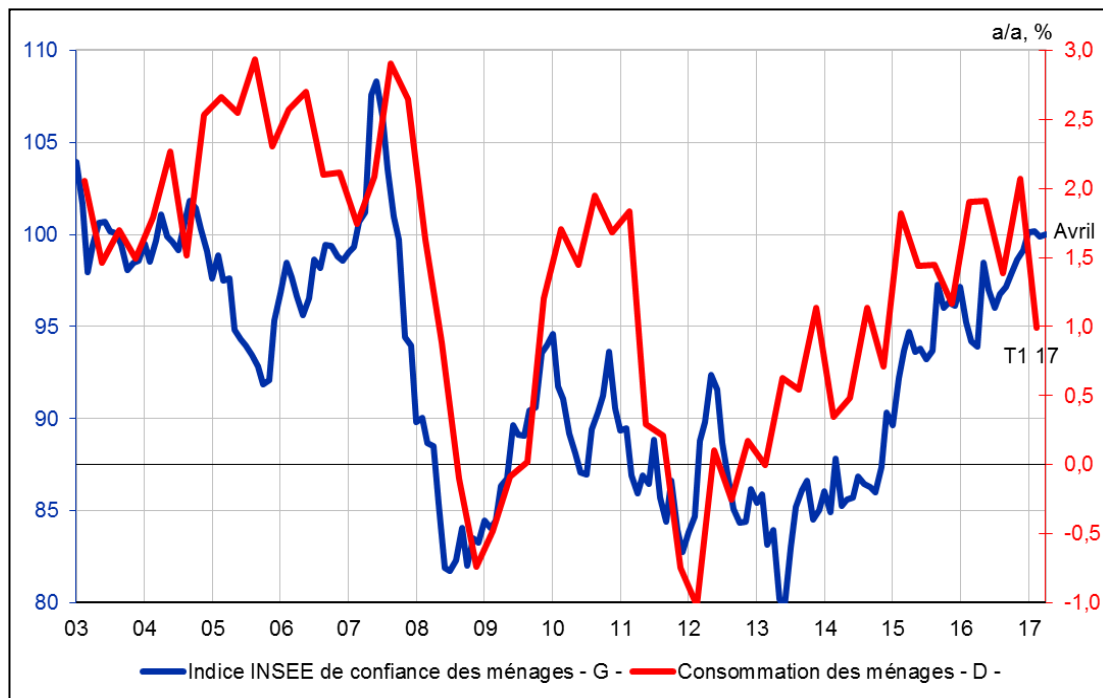


Sources : INSEE, ACDEFI

Autrement dit, et comme le montre le graphique ci-dessus, cela confirme que la mollesse de la croissance française perdurera encore de nombreux trimestres.

En outre, l'une des grandes inquiétudes de ce début d'année réside dans la faiblesse de la consommation des ménages. Cette dernière n'a progressé que de 0,1 % au premier trimestre 2017. Son glissement annuel est passé de 2,1 % au quatrième trimestre 2016 à désormais 1 %, un plus bas depuis le quatrième trimestre 2014.

La stagnation de la confiance des ménages n'augure rien de bon...



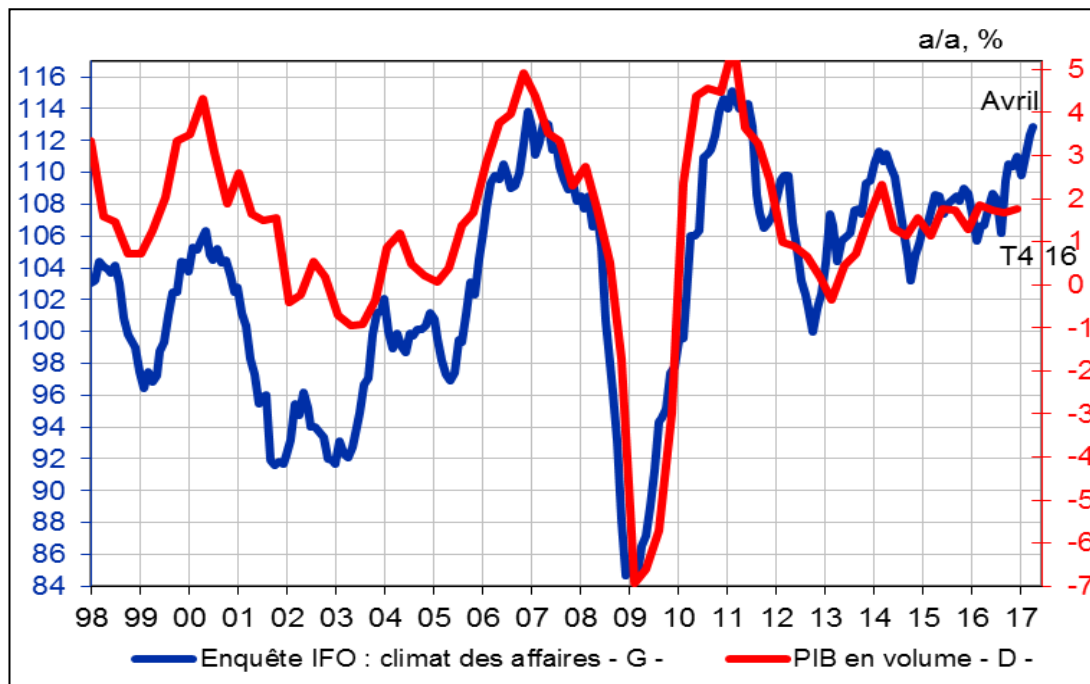
Sources : INSEE, ACDEFI

Encore plus grave, après avoir déjà baissé de 0,7 % en février 2017, la consommation des ménages a encore reculé de 0,4 % en mars. Son glissement annuel est tombé à - 1 %, un plancher depuis novembre 2014.

Et, là aussi, la stagnation de l'indice INSEE de confiance des ménages en avril n'augure rien de bon.

Le plus triste est que cette morosité française s'observe dans un contexte de fort dynamisme en Allemagne et dans l'ensemble de la zone euro.

La croissance allemande pourrait dépasser les 3 % au cours des prochains trimestres.



Sources : Destatis, IFO, ACDEFI

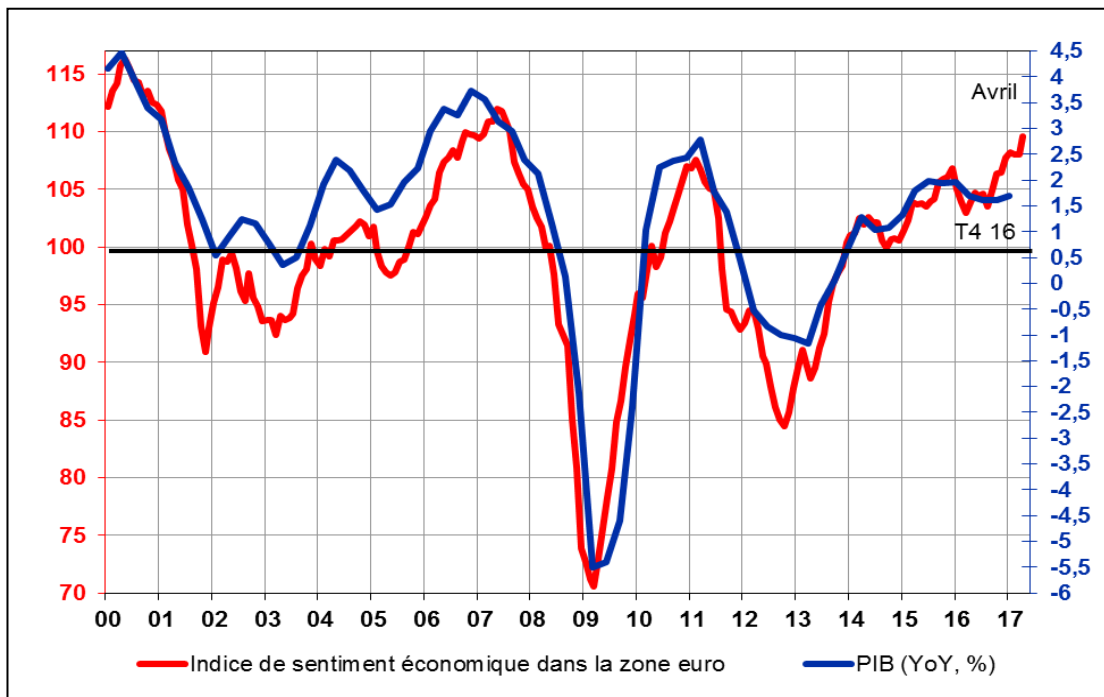
Ainsi, outre-Rhin, après avoir déjà progressé de 6,2 points depuis septembre dernier, l'indice IFO du climat des affaires en a encore gagné 0,5 en avril. Il atteint désormais 112,9. Pour retrouver un niveau supérieur, il faut remonter à juillet 2011. A l'époque, la croissance allemande dépassait les 3 %.

Elle pourrait donc bien retrouver cette barre au cours des prochains trimestres, soit plus du triple de la « performance » française.

Même son de cloche, ou presque, à l'échelle de l'ensemble de la zone euro. En effet, l'indice de sentiment économique de cette dernière a augmenté de 1,6 point en avril. Avec un niveau de 109,6, il atteint un plus haut depuis août 2007.

Ce qui indique que la croissance eurolandaise pourrait rapidement atteindre puis dépasser les 2 %, soit plus du double du résultat français.

Zone euro : l'indice de sentiment économique au plus haut depuis août 2007.



Sources : Eurostat, Commission européenne, ACDEFI

En conclusion, comme cela s'observe depuis bientôt quinze ans, la France restera à la traîne de l'Allemagne. Pire, comme nous le subissons depuis 2010, la France demeurera aussi l'une des lanternes rouges de la zone euro.

Il est donc urgent que la France engage enfin des réformes structurelles majeures. Non pas en quittant la zone euro et/ou en augmentant ses dépenses publiques, mais en modernisant son économie...

L'espoir fait vivre...

Marc Touati